

REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DE L'UBANGI
CABINET DU PRESIDENT

/ C O P I E /

OBJET:

-:-

Production UBANGI
Allocations Devises

- TRANSMIS copie pour information à :
- Monsieur le Premier Ministre du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE.-
 - Monsieur le Président de la Commission de Change à LEOPOLDVILLE.
 - Messieurs les Présidents de Gouvernements Provinciaux (T O U S)
 - Monsieur le Président de l'Assemblée de l'UBANGI à GEMENA
 - Messieurs les Ministres Provinciaux de l'Economie, de l'Agriculture, des Finances, du Travail, de l'UBANGI à GEMENA.-

A Monsieur le Ministre des Affaires Economiques
du Gouvernement Central, B.P. 8500 à
LEOPOLDVILLE

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre N° CAB/71/216/62/ du 27 Octobre 1962, qui a retenu toute mon attention et qui attire de ma part les commentaires suivants.-

Je me déclare entièrement d'accord avec vous sur tous les points de cette lettre, et m'associe pleinement au désir du Pouvoir Central de voir une production accrue augmenter ses rentrées en Devises.-

La production actuelle de l'Etat de l'UBANGI en produits agricoles exportable est déjà à l'heure actuelle très importante, et je me permets de vous en citer quelques chiffres pour 1961.-

Nature du produit	- P U -	Valeur FOB en FB	- Dts de sortie st valeur base.
Coton fibre	2.400 T.	36 86.400.000	13.125.000
Café	6.168 T.	22 135.696.000	7.905.000
Palmiste	6.227 T.	6 37.362.000	6.102.000
Huile de pal.	8.462 T.	11 93.082.000	6.679.000
Caoutchouc	7.103 T.	25 180.000.000	5.327.000
Cacao	1.053 T.	20 21.060.000	2.527.000
Bois sciés	2.500 m3	4.000 10.000.000	715.000
Bois Grume	10.000 m3	2.000 20.000.000	600.000
Rauolfia	200 T.	90 18.000.000	1.080.000
601.600.000 FB			44.130.000,-FC

Néanmoins ces chiffres sont faibles par rapport aux possibilités de l'UBANGI pour intensifier une production, qui peut être facilement doublée en certains produits tel l'huile de palme.

... / ...

Mais pour demander aux producteurs indigènes d'accroître leur travail de production, il conviendrait tout d'abord de pouvoir leur donner l'assurance qu'en échange de l'argent de ce travail, ils pourront acheter dans les magasins des villes et des villages, les marchandises dont ils ont envie et qui constituent le meilleur stimulant de leur activité. Ceci à des prix normaux et proportionnés aux prix d'achat de leurs produits.-

Or cette assurance, le Gouvernement de l'UBANGI ne peut honnêtement la leur donner.-

En effet, d'une part nos Commerçants détaillants sont dans l'incapacité de s'approvisionner à Léopoldville en raison des conditions illégales de vente, et du marché noir qui s'y pratiquent ouvertement; d'autre part, ils ne peuvent se ravitailler auprès des succursales locales des grosses Sociétés Importatrices de Léopoldville, en raison du peu de marchandise qui leur est envoyé par leurs sièges Sociaux, et enfin ils ne peuvent importer directement, en raison du défaut total d'allocations en devises accordées à l'UBANGI par votre département.-

En bref, d'un côté nous pouvons prouver chiffres en main que l'UBANGI par sa production exportable, rapporte par an dans les caisses de l'Etat : 600 millions de francs Belges, 44 millions de droits de sortie, et 100 millions environ de droits d'entrée, si l'on tient compte de ce que les devises que nous produisons, sont réemployées pour des importations correspondantes ?

D'un autre côté, nous pouvons également prouver que nous ne recevons rien en échange de l'effort de production de nos populations.-

Vous conviendrez Monsieur le Ministre, que pareille situation ne peut se prolonger, et que l'UBANGI, exploite depuis l'indépendance par le Gouvernement Central et par celui de l'Ex-Equateur, se refuse à jouer plus longtemps le rôle de "Vache à lait". Nous acceptons de produire du lait, mais nous voulons au moins en boire une partie.-

Au mois d'Octobre dernier, lors de la Conférence des Présidents Provinciaux tenue à Léopoldville, des Résolutions ont été adoptées. Elles prévoient que les nouveaux Etats devront recevoir 50% des devises produites par leur production exportable, et des droits de ~~taxes~~ douane afférents. Le Gouvernement de l'UBANGI exige donc qu'une allocation mensuelle d'au moins 30 millions de F.C., soit mise à sa disposition pour acquérir sur licences d'importation les marchandises dont ont besoins ses populations.-

Cette allocation devra être envoyée à l'Office des Approvisionnements de GEMENA, qui les répartira entre nos importateurs locaux, et ceux de Léopoldville qui nous ravitaillent.-

Nous exigeons également qu'un Office des Licences soit créé à GEMENA sous les auspices du Conseil Monétaire, pour la validation rapide et sur place des licences de nos importateurs.-

Il est en effet paradoxal qu'un Office des Licences fonctionne à Coquilhatville, étant donné que les exportations de la Cuvette Centrale ne représentent pas le quart de celles de l'UBANGI.-

Tant que nos justes revendications n'aurent pas été satisfaites, tant que les Résolutions de la Conférence des Présidents Provinciaux n'aurent pas reçu de la part du Pouvoir Central et de votre Département, un commencement d'exécution; il est absolument inutile de demander à l'Etat de l'UBANGI un effort de production auquel nous opposons d'avance une fin de non recevoir.-

En effet demander à nos populations un effort de production alors que leurs magasins sont vides, et qu'elles ne peuvent rien acheter en échange de l'argent de leur travail.-

Alors que les marchandises d'importation sont accaparées par tous les trafiquants notoires de Léopoldville et revendues au marché noir, sous l'oeil bienveillant ou complice des hauts fonctionnaires de la République.

.... /...

Alors que toutes les devises produites par la sueur de nos producteurs, disparaissent en " transferts invisibles " ou en importantes opérations gouvernementales exécutées "Pour raison d'Etat" (Ref: Bulletin mensuel du Conseil Monétaire n°6 page 4 de Juin 1962.)

Constituerait de notre part une escroquerie envers nos populations dont nous nous refusons de nous faire complice.-

Bien plus, si pareille situation devait se prolonger, et si aucune mesure n'était prise par vous afin de donner à l'UBANGI la part de devise qui lui revient de droit, le Gouvernement se verrait obligé de diriger sur Brazzaville et Pointe Noire 50% de sa production et d'en accepter le paiement en devises bloquées à son nom dans une banque étrangère.-

Ces devises dont nous pourrions à tout moment justifier l'emploi seraient redistribuées à nos importateurs en contre partie d'importations de marchandises correspondantes.-

En effet, contrairement à un usage bien établi au Congo, mes Ministres et moi-même n'envisageons pas l'utilisation de ces devises pour offrir de luxueux et coûteux voyages, pour nous acheter des immeubles à l'Etranger, pour envoyer nos enfants et nos familles s'instruire en Europe, ou pour placer nos capitaux en lieu sûr. Nous envisageons simplement d'importer dans notre Etat, les marchandises et le matériel dont nous avons besoin.-

En conclusion, le Gouvernement de l'UBANGI espère sincèrement n'avoir pas à recourir à ces procédés certe illégaux, mais qui le deviendraient ~~XXXX~~ en vertu de l'adage "Nécessité fait Loi.

Du reste, lorsque quelqu'un est en danger de mort, peu importe la légalité des moyens employés pour le sauver.

Je vous demande donc, Monsieur le Ministre, de recevoir votre position en ce qui concerne l'attribution à notre Gouvernement d'une allocation mensuelle de devises proportionnée au volume de la production exportable de l'UBANGI.-

Une prompt réponse m'obligerait et me permettrait d'ordonner ou non l'effort de production que vous demandez à nos populations.-

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT DE L'UBANGI

=: A. NZONDOMYO :=

Sé/-



le 26 novembre 1962

Monsieur le Député,

Le Secrétaire général par intérim m'a chargé d'accuser réception de votre lettre du 10 novembre 1962 dans laquelle vous lui avez présenté certaines demandes touchant le Parlement et le Gouvernement de la République du Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Sous-Secrétaire

Ralph J. Bunche

Monsieur le Député
Egide Davidson Bocheley
Coquilhatville
République du Congo

Kindu, le 19 novembre 1962

N° 2.436 /

Ref 1/12

Objet : Situation de la
Ville de KINDU.

Cl. : SEC/A.14

TRANSMIS copie pour information à :

- ✓ - Monsieur Robert Gardiner, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Congo à LEOPOLDVILLE.
- Monsieur KANGA Ignace, Président du Gouvernement Provincial du Maniema à KALIMA.
- Monsieur KOMBA LOMANGO Président de l'Assemblée Provinciale du Maniema à KALIMA.
- Monsieur HABAL S, Représentant de l'ONUC à Kindu.



*S/le de l'le CDD Kindu qui confirme les faits
Kindu le 19/11/1962. H. H. H. H.*

A Monsieur U THANT
Secrétaire Général des
Nations Unies à

NEW YORK.--

KINDU est une ville qui a toujours accueilli les étrangers avec bienveillance et cœur ouvert.

Par sa situation même au sein de toutes les voies de communications aériennes, routières, ferroviaires et fluviales, cette ville de Kindu a toujours été un centre d'accueil pour tous les étrangers hommes d'affaires et autres qu'ils soient de passage ou installés ont trouvé toujours chez les citoyens de cette ville des bras tendus et des cœurs francs tous ouverts à eux avec collaboration et coopération sincères pour l'intérêt de la ville aussi bien que pour le bonheur de la population. Cet esprit de bienveillance et de coopération de la part de la ville de Kindu vis-à-vis des étrangers n'a jamais changé tant avant l'indépendance qu'après l'indépendance. Et si jamais des incidents fâcheux dans des cas très exceptionnels ont eu lieu dans cette ville, ce jour du 13 Nov 1961, nous pouvons assurer que les habitants mêmes de la ville n'en sont en aucune façon responsables et que ce sont des éléments subversifs du dehors de la province qui en ont profité pour disgracier la renommée de cette ville.

La population de Kindu que nous avons l'honneur de représenter, est une population paisible qui a toujours aimé les étrangers et collaboré avec eux, et c'est au nom de cette population que nous tendons aujourd'hui les mains vers la Providence rendant hommage à tous ceux qui ont décédé sur notre sol pour la cause de notre chère patrie.

.../...

Et tout en rendant nos hommages à ces héros de la démocratie, il ne nous échappe pas de louer l'organisation mondiale des nations unies qui a tant fait pour assurer le bonheur de notre nation et l'intégrité de notre patrie. La présence de ces nations unies dans notre territoire a été toujours applaudie par nos populations qui ont maintenu et maintiendront toujours les relations les plus étroites et les plus amicales avec les représentants tant civils que militaires de cette organisation mondiale. La ville de Kindu se prononce bien reconnaissante aux services qui lui sont été rendus par cette organisation.

Dans le cadre général de ces services il est de notre devoir de mentionner tout particulièrement, en cette occasion, la petite période heureuse pendant laquelle Monsieur S. HABAL a pris en charge la mission civile de l'ONUC à Kindu.

Nous faisant les interprètes sincères de la population du territoire de Kindu, nous avons l'honneur de vous exprimer notre reconnaissance et notre gratitude pour l'oeuvre si grandiose accomplie à Kindu par Monsieur S. HABAL qui a été pour nous tous un véritable frère et qui par ce fait même a mérité les louanges très reconnaissantes et très sincères de toute la population soit dans le secteur public que dans le secteur privé. Cette population n'oubliera jamais le zèle et l'enthousiasme avec lesquels Monsieur HABAL s'acquittait de ses responsabilités, et tout en rendant hommage aux services qui lui ont été rendus par ce représentant, elle lui assure qu'elle s'en souviendra pour toujours. La récompense divine pour Monsieur Habal sera beaucoup plus grande que cette petite éloges due à un homme de grand coeur et de conscience.

En reconnaissance de tous ses services, nous, représentants de la population de la ville de Kindu avons le grand honneur d'accorder à Monsieur SALEH HABAL, Représentant des Nations Unies à Kindu, la citoyenneté honorifique de cette ville, comme témoignage sincère auprès de toutes les nations unies de ce que la population de la ville de Kindu est toujours prête à collaborer avec les hommes de bonne foi et de bonnes intentions.

Redigé à Kindu ce jour du 13 novembre 1962



L'ADMINISTRATEUR DE TERRITOIRE,
KASONGO Stéphane

Le 18 novembre 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No. 40/INTERPRO/Cab/00003/62 du 13 courant, par laquelle vous demandez que l'ONUC envisage la possibilité de mettre un représentant à la disposition du Gouvernement du Kongo Central.

Je dois porter à votre connaissance que l'ONUC ne peut prendre en considération que les demandes de représentation qui lui sont adressées par le Gouvernement central, et jusqu'à présent aucun représentant de l'ONU n'a été assigné auprès d'une nouvelles provinces. En outre, notre budget actuel ne nous permet pas d'ouvrir de nouveaux bureaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Robert K. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies au Congo

Monsieur V. Moanda
Président du Kongo Central
Kasangulu



ETAT DU KONGO CENTRAL

CABINET DU MINISTRE
DES ~~FINANCES~~

RELATIONS INTERPROVINCIALES

Réf :

Annexe :

Objet : Demande Représentant
O.N.U.

Kasangulu....., le 13-11-62

N° 40/INTERPRO/Cab/00003/62

A Monsieur Robert GARDINER
Représentant Civil de l'O.N.U.
au Congo
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir envisager la possibilité de mettre à la disposition du Gouvernement du Kongo Central un Représentant de votre Organisation.

Dans le cadre de nos activités, ce fonctionnaire servira de Maison entre l'O.N.U. et notre Gouvernement à l'instar de ce qui existe dans d'autres provinces.

Je suis persuadé que vous ne ménagerez aucun effort pour réaliser cette désignation dans un délai raisonnable.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma très haute considération.

LE PRESIDENT DU KONGO CENTRAL,
V. MOANDA.



CABINET
DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES COMMUNICATIONS

Coquilhatville, le 23 octobre 1962.-

(1) N° 0055 / CAB. T. P.

TRANSMIS copie pour information à :
- Monsieur le Président Provincial de la
Cuvette Centrale à COQUILHATVILLE.-
- Monsieur le Directeur Provincial des
Travaux Publics à COQUILHATVILLE.-
✓ - Monsieur le Représentant de l'O.N.U. à
LEOPOLDVILLE.-

Référence :

Annexe :

Objet : Financement
Travaux
Cl. : O.N.U.

A Monsieur le Représentant
de l'O.N.U. à
COQUILHATVILLE.-

Monsieur le Représentant,

Il me revient, suivant la lettre n°662/
01690 du 28 septembre 1962 n'adressée par le Directeur Provin-
cial des T.P. qu'aucune solution n'a été envisagée pour régler
la facture n°4 du 18 juin 1962 de l'Entreprise COLETEN relative
aux travaux de Bokiri.-

A ce sujet, je vous rappelle également
la lettre de COLETEN à Monsieur le Directeur Provincial des
T.P. Réf.: AP/NP n°249 du 24 septembre 1962 dont une copie vous
a été destinée.-

Entre-autres, la Société Coleten insiste
sur le règlement du montant de sa facture avant le 10 octobre
1962. Elle nous met cependant en garde, en cas de ~~de~~ non
paiement à la date sus-citée, sur l'application de l'article
15 F du C.G.C. en vertu duquel l'adjudicataire a la faculté
d'arrêter le chantier, réclamer des indemnités pour arrêt des
travaux et, en conséquence, mettre les 130 travailleurs
actuellement occupés en chômage.-

J'attire votre sérieuse attention sur
ces malheureuses mesures qui sont de nature, à mon avis, à
mettre le Gouvernement en face d'un problème social très dif-
ficile.

.../...

En vue de nous éviter des annuis resultant de l'application de ces mesures et pour le respect de vos engagements, je vous saurai gré de faire le nécessaire, si cela n'étant pas encore fait pour couvrir l'organisme en question du montant de sa facture n°4.-

Je vous remercie de la rapidité avec laquelle vous voudrez liquider cette affaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée.-

Pr. LE MINISTRE PROVINCIAL DES TRAVAUX
PUBLICS ET DES COMMUNICATIONS,
-LE DIRECTEUR DE CABINET,
-P. BOULU.-



Shabunda, le 23 octobre 1962. ✓

Objet :

Personnel Enseignant
T. SHABUNDA

- TRANSMIS copie pour information à MM :
- Le Ministre de l'Education Nationale et des Beaux Arts à LEO-KALINA.--
 - Le Secrétaire Général de l'Education Nationale et de Beaux Arts à LEO-KALINA.--
 - ✓ Le Représentant de l'O N U à LEO
 - Le Directeur Provincial de l'Enseignement à BUKAVU.--
 - Mr. Desenclos Abelard Expert de l'Unesco à BUKAVU.--
 - Le Préfet des Etudes de l'Athénée Interracial à SHABUNDA.--

A Monsieur SIMBA Joseph
Commissaire Général
de l'Enseignement

à

BUKAVU.--

Monsieur Simba Joseph,

Me référant à notre dernier entretien, lors de mon court séjour à Bukavu, je vous prie de me confirmer la date de votre prochaine arrivée à Shabunda!

Votre présence dans cette localité, est nécessaire afin de résoudre certains problèmes relatifs au Corps Enseignant.--

La régularisation de la situation pécuniaire des moniteurs tant officiels que subsidiaires n'est pas encore réalisée s'il y a quelques mois! A l'Athénée, les professeurs ne sont pas suffisants. Il en faut encore trois (car actuellement l'Athénée ne dispose que de trois professeurs + 1 de dessin). Les travaux de la construction sont encore inachevés, pourtant le crédit "Unesco" a été voté en l'occurrence, s'il faut en croire, Mr. Ruakabuba Ministre Provincial de l'Enseignement. Les 220 élèves internes, vivent dans des conditions difficiles hygiéniques, faute des locaux! Les professeurs ne disposent d'aucun véhicule et pour comble, ils sont dépourvus d'électricité et sont rarement ravitaillés.-- Ce dernier point est très vital, sans assez des provisions, il est matériellement impossible de fournir un effort remarquable surtout pour un travail intellectuel.--

L'O.N.U.C. ne pourrait-il pas leur venir en aide, dans la mesure du possible.--

Pour le reste, je vous saurais gré d'intervenir auprès des instances supérieures pour examiner avec bienveillance les problèmes du Corps Enseignant de Shabunda et vous prie de me tenir au courant du suivi!

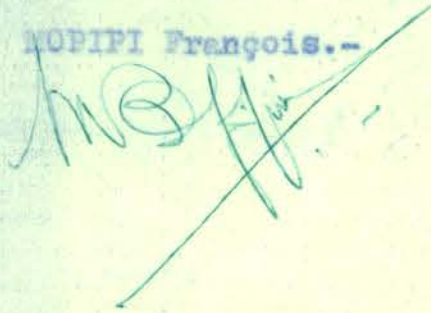
J..

En annexe, je vous transmets la copie
d'un mémorandum émanant de Mr. le Commissaire de District
d'Elila à Shabunda; pour information.-

En vous remerciant d'avance, je vous
prie d'agréer, Monsieur le Commissaire Général, l'assurance
de ma haute considération.-

LE DEPUTE NATIONAL

NOPIPI François.-

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'NOPIPI François', is written over the typed name. The signature is stylized and includes a long horizontal stroke extending to the right.

MEMORANDUM ETABLI A LA BONNE ATTENTION DE
SON HONORABLE MOPIPI FRANCOIS, DEPUTE
NATIONAL, LORS DE SON PASSAGE A SHABUNDA.-

- 1.- L'action de l'autorité territoriale est fort handicapée par faute de moyens de locomotion, notamment : Travaux de cantonnement - recensement - contacts avec milieux ruraux.-
- 2.- Difficultés que le service territorial rencontre pour entretenir les routes d'intérêt général. Manque du matériel adéquat (brouettes - pioches - bûches - machettes ou benne pour transport du gravier).-
- 3.- La population tant congolaise qu'européenne, sollicite la restitution des armes perfectionnées saisies en Territoire de Fangi et Shabunda en septembre 1960.-
- 4.- Il y a, à peine deux ans, les membres du service territorial ne reçoivent aucun programme agricole. Peut-on encore imposer aux producteurs la culture de certains produits vivriers.-
- 5.- Régularisation de la situation pécuniaire des moniteurs des écoles officielles ou subsidiées.-
- 6.- Il serait nécessaire que les hôpitaux et dispensaires ruraux soient régulièrement approvisionnés en médicaments. Cas d'épidémie très grave a été enregistré à Kayulu.
- 7.- Je sollicite votre intervention pour le rétablissement de la ligne aérienne : Kalima-Bukavu en passant par Shabunda.-
- 8.- Installation d'une ligne téléphonique de Shabunda à Lukumbi (4 Kms.) Matériel et personnel nécessaire est disponible à Bukavu.-
- PROBLEME D'ORDRE ADMINISTRATIF.-
- 9.- La création d'un comptoir bancaire à Shabunda serait indispensable. Vu les difficultés rencontrées pour payer salaires travailleurs et pension des vieux serviteurs de l'Etat.-

.../...

- 10.- Régularisation de la situation pécuniaire de nouveaux Agents et Fonctionnaires de l'Administration.-
- 11.- Le refus des licences d'importation à nos commerce et facilite la hausse des prix des articles de traite que les commerçants se procurent à Bakavu, par le système de marché noir.-
- 12.- Lancement d'un bac sur l'Ulindi pour lier deux agglomérations de Shabunda.-
- 13.- Situation Athénée Shabunda :
 - a) Professeurs
 - b) Achèvement travaux de construction.-
- 14.- Crédit construction Ecole des Moniteurs (Don Bosco) de Shabunda.-
- 15.- Conflit de travail au sein de la concession minière de Lulingu.-
- 16.- Reprise en marche le Sanatorium.
- 17.- Situation Economique - Renvoi commerçants européens
Pénurie :
 - carburant-gasoil
 - boissons.
- 18.- Situation statutaire :
C.D.D. KAMAKANDA Lazare.
- 19.- Renvoi à l'Armée National Congolaise (Compagnie C.D. Kindu) de plusieurs militaires originaires du Territoire de Shabunda, notamment cas de :
 - 1/ KAMPUNDU Patrice, Sergent 21092/C.
 - 2/ BAKWANIEZA 1er Sergent Matr. 3171/C.
 - 3/ RICHARD-Caporal, Matr. 32942/C.
 - 4/ BIEKA - Cap. Matr. 3602/E.
 - 5/ BIMPANOU - Cap. (Clairon)
 - 6/ MUKINA Lambert (caporal)

Fait à Shabunda, le 20 octobre 1962.-
LE COMMISSAIRE DE DISTRICT,
KAMAKANDA Lazare.-
Sé/: KAMAKANDA Lazare.-

= M./J. =

REPUBLIQUE DU CONGO
GOUVERNEMENT CENTRAL

Léopoldville, le 23/10/62

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
SECRETARIAT GENERAL

60/SG/1144/TP.

TRANSMIS, copie pour information, à :

- ✓ - Monsieur le Chef des Opérations de
l'O.N.U.C
Building le Royal à LEOPOLDVILLE/KALINA.-
- Monsieur le Ministre des Finances du
Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE/KALINA.-
- Monsieur le Directeur de la Trésorerie
du Ministère des Finances du Gouvernement
Central à LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Programme de travaux ONUC
Résorption du chômage

Cl. : C.31

Note pour Messieurs les Directeurs-Chefs
de Service
des Ponts et Chaussées
des Voies Navigables
des Bâtiments Civils

Suite au Programme complémentaire pour l'année 1962 et au Programme d'urgence de 400 millions financés par l'ONUC, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir, pour les travaux qui intéressent votre service, me communiquer à chaque premier du mois et ce pour le mois suivant le montant estimatif des dépenses qui devront être liquidées par travail pour honorer les factures à introduire par les entrepreneurs.-

Ces renseignements seront fournis pour les travaux suivants :

- 62 voir lettre 60/SG/725/TP du 25 août 1962
- 64 voir lettre 60/SG/726/TP du 25 août 1962
- 66 bis 1. Institut Pédagogique de Binza (travaux d'aménagement intérieur et construction de 10 classes, réfectoire)
- 2. Ecole des Télécommunications.
- 3. Ecoles secondaires (construction 160 classes)
- 4. Ecole Nationale de droit et d'administration
- 5. Institut National de bâtiment

/..

6. Centre National d'émission de NDJILI

Les renseignements à fournir le 1er novembre comprendront également les estimations pour ce mois.-

LE SECRETAIRE GENERAL

- R. LOMINGO -

ND.G.-

~~CONGO BELGE~~ ~~BELGISCH CONGO~~

REPUBLIQUE DU CONGO

Province DU KIVU
Provincie

B U K A V U

, le
, de

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS
SECTION DES PONTS & CHAUSSEES
(GRANDS AXES)

(¹) N° 662/2/ 01444 20.X.62

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Ministre des Travaux Publics du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE
 - ✓ - Monsieur le Chef de la Mission Civile O.N.U.C. à LEOPOLDVILLE;
 - Monsieur le Ministre de l'Education Nationale du Gouvernement Central à LEOPOLDVILLE;
 - Monsieur le Directeur de l'Enseignement à BUKAVU;
 - Son Excellence Monsieur le Commissaire Général Extraordinaire au Kivu à BUKAVU.
-

A Monsieur SANZ Sancho
Ingénieur Civil O.N.U.C.
B U K A V U.-

Réf. n° :

Annexe
Bijlage :

Objet
Voorwerp :

Ecole Technique du
Bâtiment et des Travaux
Publics.-

Monsieur l'Ingénieur,

De nombreuses demandes de renseignements me parviennent de la part des agents Congolais des T.P. exprimant leur regret de ne pouvoir suivre les cours de l'Ecole sus-mentionnée dont vous aviez promis l'ouverture et qui fut confirmée par l'arrêté n° 11 du 7 juin 1962.

faive
Veuillez, je vous prie, me parvenir pour la gouverne des intéressés les renseignements suivants :

- 1.- La radio et la presse locale ayant annoncé l'ouverture de cette école, sous votre direction au mois de septembre 1962; pourquoi celle-ci n'a-t-elle pas eu lieu?
- 2.- Vu, que ces cours se seraient donnés après la fermeture des bureaux soit à 14 heures 30, des locaux étaient donc disponibles; pourquoi ne les a-t-on pas utilisés ?
- 3.- Du personnel T.P. fut contacté par vous, pour étoffer le corps enseignant, il vous donna son accord et reste disponible; pourquoi ne fut-il pas mis à contribution?
- 4.- Quand comptez-vous prendre la direction de cette école et en proclamer l'ouverture?
- 5.- Dans la négative, veuillez, afin d'avertir les intéressés annoncer par les mêmes voies de diffusion, mentionnées ci-dessus la non ouverture de l'Ecole Technique du Bâtiment et des Travaux Publics.
- 6.- Veuillez, je vous prie, me signaler les raisons de cette carence, afin que des mesures éventuelles puissent être prises, pour réaliser le vœu des nombreux agents désireux de se perfectionner en cette spécialité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur,
l'assurance de ma considération très distinguée.-

LE DIRECTEUR PROVINCIAL CHEF DU
SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS,-

(¹) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en datum vermelden.

COPIE

LA REPUBLIQUE DU CONGO
PROVINCE DE LAC MUKAMBA
COMMUNE DE KAJIBA

Kajiba, le 14/10/62.

C.I. - à Monsieur Tshibinkufwa S.
Ministre de l'Intérieur de la
Province de Lac Mukamba à Llbgr.

C.I. - à Monsieur Lukusa Valentin, le Mini-
tre des Télécoms de la Province de
Lac Mukamba à Luluabourgle

A Monsieur P. Mubiayi, Président de
l'Assemblée Provinciale de la Province
Lac Munkamba à Léopoldville

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connais-
sance que la solution qu'a été trouvée dans notre réunion du 20/9/62;
à Mukamba est exécutée du fait que le 12 de ce mois nos militaires ont
déjà détruit un des villages insoumis à notre politique, c'est de Mutombo-
Dibue ou l'on a tué un bon grand nombre des gens qui arrivent à 47 victi-
mes dont le chef du village même fait partie et son corps se trouve au
chef-lieu de la province.-

La poursuite continue dans ce village pré-
cité pour qu'on n'y voit plus personne. Entre autre chose toutes les
maison sont incendiées.-

Matériellement parlé, vous savez vous même
que la quantité de la poudre de traite est presque être épuisé dans
notre stock; il faut vite nous envoyer d'urgence une suffisante quantité
des minutions et de la poudre même pour pouvoir faire face aux autres vil-
lages qui nous restent, entre autre Bakua Mayi, Bene Tshiadi, Route Lusembo,
ainsi que les bana ba Ntumba.

Offrez tous ce que vous avez dans vos mains
à nos camarades que je vous envoie eux même vous diront tous dont nous
avons besoin.

Ne vous fatiguez pas moi votre brave je
suis toujours là, d'autre part tachez de nous mettre au courant l'on sou-
pçonne d'envoyer les militaires ni de l'ONU malgré tous cela nous sommes
près.

En attendant que satisfaction nous sera
donnée, je vous prie d'agréer Monsieur le Président, l'expression de
mes sentiments bien distinguées.

LE PRESIDENT PROVINCIAL DELLAC MUNKAMBA
BRUNO BINYANGA

Luluabourg, le 12 Octobre 1962.-

N° 010/Cab.P./ 90/62

Cab. _____

Objet: ATTITUDE O.N.U.

Ref.

Cl.

Monsieur le Représentant Civil de l'O.N.U.
de et à LULUABOURG

Transmis copie pour information à:

- ✓ - Monsieur GARDINER, Représentant Général de l'O.N.U. à LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Premier Ministre du Gouvernement Central de et à LEOPOLDVILLE
- Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures du Gouvernement Central de et à LEOPOLDVILLE

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous confirmer mon entretien de ce matin par lequel je vous demandais d'aider mon Gouvernement de se rendre à Tshikapa y rencontrer Mr. le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central.-

A deux reprises vous m'avez répondu que vous étiez dans l'impossibilité de le faire.

Par la même occasion je voudrais savoir sur quel ordre les troupes de l'O.N.U. occupe le Centre de Tshikapa? D'après l'Administrateur de Territoire de Tshikapa, Mr. Hippolyte MUABI qui se trouve actuellement dans mon Bureau, ces troupes au lieu de rendre justice en neutralisant le Centre de Tshikapa sont entrain de faire le contraire en chassant des Lulua tout en favorisant les gens de l'Unité Kasaienne et son Gouvernement!

Selon la Loi créant des nouvelles Provinces, les instructions formelles ont été données pour ne pas installer la capitale de l'un ou de l'autre Gouvernement dans une région contestée.-

D'après la Loi portant création de la Province de Luluabourg, le Territoire de Tshikapa fait partie intégrante de cette Province.

REPUBLIQUE DU CONGO

Province de Luluabourg
Cabinet du Président

Luluabourg, le

Cab.

Objet:

Ref.

Cl.

Ceci exception faite des régions habitées par les Apende et les Tshiokwe, population appartenante à la Province de l'Unité Kasaienne. Ces régions revenant à l'Unité Kasaienne sont situées à 80 Km. de Tshikapa Centre qui est une région purement Lulua.

Le Conseil des Ministres du Gouvernement Central saisi de la situation actuelle de Tshikapa a décidé le déplacement de la capitale de l'Unité Kasaienne, et une déclaration de ce genre a été faite par Mr. le Ministre de l'Intérieur du Gouvernement Central à la Radio Nationale.

Depuis l'installation de mon Gouvernement je constate avec regret que vous n'êtes pas disposé à nous venir en aide chaque fois que nous vous faisons une demande; nous avons voulu nous rendre à Tshikapa pour y rencontrer les Représentants de l'Unité Kasaienne pour trouver une solution pacifique à notre problème, il nous a été répondu que vous étiez dans l'impossibilité de le faire.

Nous avons demandé un hélicoptère pour nous rendre à Kakenge afin de négocier avec le Grand Chef NYIMI des Bakuba pour trouver une solution à ce dilemme, vous nous avez répondu que vous n'étiez pas à même de mettre un avion à notre disposition tout en pretextant que les avions étaient en panne! Or nous avons constaté avec regret qu'à la demande d'un Président d'un parti politique de la place un avion O.N.U. a été mis à sa disposition et vous Mr. PACKAM vous vous trouviez sur cet avion!

L'O.N.U. étant venu au Congo à la demande du Chef de l'Etat et du Gouvernement dans l'unique but d'aider le Congo à faire face à ses difficultés, mon Gouvernement s'indigne de l'attitude adoptée à son égard par le Représentant de l'O.N.U. et ce, depuis son installation!

Parce que vos troupes se trouvant à Tshikapa y ont été placées sans nous avoir consulté, vu que ces mêmes troupes sont favorable à l'une de deux parties en cause, mon Gouvernement se voit obligé de vous exiger leur retrait dès la réception de la présente. Seule l'A.N.C. s'y trouvant veillera au maintien de l'ordre jusqu'à ce que la décision intervienne.

REPUBLIQUE DU CONGO

Province de Luluabourg

Cabinet du Présindent

Luluabourg, le

Cab.

Objet:

Ref.

Cl.

-
Espérant que vous comprendrez les mobiles
qui ont poussé mon Gouvernement de vous écrire dans ces
termes, je vous prie de croire, Monsieur le Représentant,
en l'assurance de ma considération très distinguée.-

LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

= Fr. LUAKABWANGA =



REPUBLIQUE DU CONGO
DIRECTION GENERALE
J . D . S . K .
B . P . 2454
LEOPOLDVILLE/EST.-

T E L E G R A M M E .-

Alx

Adresse : CHEF DE L'ETAT
PREMIER MINISTRE
MININTER
MINIJUSTICE
MINIDEFENCE
REPRESENTANT O.N.U.C.
LEO/KALINA .-

PAR PORTEUR

JEUNESSE DEMOCRATIQUE SUD-KASAI SE REJUIT RETOUR LEGALITE
PROVINCE SUD-KASAI GRACE FERME DECISION GOUCENTRAL RESOUDRE DEFI-
NITIVEMENT CRISE CONGOLAISE STOP.
FELICITE MESSIEURS ANANI MINIDEFENCE/ WEREKENRE MINIJUSTICE POUR
ENTREE SANS EFFUSION DU SANG TROUPES ANC AU SUD-KASAI STOP.
ARRESTATION SANGUINAIRE KALONJI ALBERT ET SES ACCOLYTES PAR SES
PROPRES GENDARMES ENTRE PREUVE TANGIBLE DE SA CULPABILITE SON
IMPOPULARITE ET DE SA LOURDE RESPONSABILITE MASSACRES ET MISERES
PEUPLE MULUBA MARTYR DE L'INDEPENDANCE DU CONGO DEPUIS TROIS ANS
CONSECUTIFS STOP. AU NOMS DE TOUS CEUX QUI SONT MORTS ET CEUX QUI
ONT PERDU LEURS BIENS PARTOUT AU CONGO / J.D.S.K. EXIGE PEINE
EXEMPLAIRE POUR KALONJI ALBERT INCUBE TSHIBAMBE AINSI QUE SON
ANTROPOPHAGE KAZADI FERNAND ET SA SUITE STOP. SEULE L'UNITE PEUT
SAUVER LE PEUPLE CONGOLAIS TOUT ENTIER STOP. PRESENCE TROUPE O.N.
U.C. AU SUD-KASAI ETRE D'UNE IMPERIEUSE NECESSITE STOP.
LETTRE SUIV FULSTOP.

POUR J. D. S. K.
PRESIDENT
TSHIMANKINDA
KABAMBA .

En date du 7 Octobre 1962, l'Agent Territorial MUAMBA Alexandre de la Kunduye s'est rendu la gîte de MUTOMBO-DIBUE pour la perception de l'impôt et le travail agricole et afin de pouvoir également mettre fin aux conflits opposant le village de MUTOMBO-DIBUE et celui de TUMBA-MUENZE, tous de Bakwa KAMUNA.

Lorsque l'Agent Territorial MUAMBA arriva à la gîte de MUTOMBO-DIBUE, le Chef MUTOMBO-DIBUE ordonna à sa milice privée d'arrêter l'Agent Territorial MUAMBA et le Commerçant Jonas KABATUSULA, propriétaire du camion sur lequel MUAMBA avait pris place.

Les arrêtés furent fortement battus par KAMANDE, ex-militaire isengiste renvoyé à l'A.N.C. et actuellement Chef de la milice privée de MUTOMBO-DIBUE.

Lorsque les autres Chefs des villages environnant de la KUNDUYE apprirent l'arrestation de leur Chef de Poste, se sont rendus sur place pour réclamer sa libération. Dès leur arrivée à MUTOMBO-DIBUE, ils furent chassés par ce dernier en leur disant que MUAMBA sera tué.

Lorsque j'ai appris l'arrestation de MUAMBA en date du 10 octobre 1962, j'ai donné l'ordre à l'Agent Territorial André KABABELLE de LUBUDI afin d'aller prêter son concours pour obtenir la libération de son collègue MUAMBA se trouvant en danger de mort. Lorsque ce dernier arriva entre le village TUMBA-MUENZE et le Centre Commercial, la milice privée de MUTOMBO-DIBUE ainsi que la population du dit village, toujours sous le commandement de KAMANDE, ouvrit le feu sur l'Agent Territorial et la population des villages environnant qui s'étaient rendue pour réclamer la libération de leur Chef de Poste. C'est ainsi qu'il y a eu un accrochage entre ces deux parties. On compte une dizaine de maisons brûlées et 4 morts du côté milice MUTOMBO-DIBUE.

CONCLUSION : A maintes reprises, le Chef MUTOMBO-DIBUE, TSHEFU, TSHILOLO, TUMBA-BADIBANGA, et BIDUAYA TSHISHIMBI, TUTUAYA font l'opposition aux Autorités Territoriales de Dimbelange. La plupart de ces villages sont les villages des Députés provinciaux et nationaux. Et ce sont ces Députés qui ont déconseillé la population de leurs villages à faire opposition à l'Administration Territoriale de mon ressort qui n'est pas favorable ou ne soutenant pas leur politique. Or l'Administration a ses devoirs (la loi) qui est obligatoire à tout le monde y compris les familles des Députés tant provinciaux que nationaux.

...../...

En date du 23 septembre 1962, je suis parti en tournée de pacification à travers mon Territoire.

Lorsque je suis arrivé dans les villages ci-après : 1) Tshetu, 2) Tshilolo et Tumba^{Badibanga}, je ~~fus~~ retenu vers 13 heures par les populations des villages susdits. C'est après 18 heures du soir que je fus relâché. Je peux dire que c'est la deuxième fois que je suis arrêté dans ces villages !

CONCLUSION

Les populations de dits villages sont les buveurs d'alcool et fument surtout du chanvre et ne veulent jamais exécuter aucun corvée administrative ni s'acquitter d'impôt. Il faudrait donc que les chefs des dits villages soient punis sévèrement.--

Fait à Munkamba, ex-Dimbelange, le
13-10- 1962.-

L'ADMINISTRATEUR DE TERRITOIRE.-

B. BINYANGA.-



...../...

L'opposition des villages précités a été
à maintes reprises signalée dans mes précédents rapports.

Ces Chefs méritent une rélégation ou autre
sanction disciplinaire.--

Fait à Munkamba, le 16/10/1962.--

L'ADMINISTRATEUR DE TERRITOIRE..

B. BINYANGA..

